

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziale Arbeit = Revue suisse de travail social
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziale Arbeit
Band: - (2012)
Heft: 13

Vorwort: Editorial
Autor: Bonvin, Jean-Michel / Nadai, Eva

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 01.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Chère lectrice, cher lecteur,

L'«abus» sous toutes ses formes se présente comme un objet privilégié de l'indignation politique ou de croisades morales qui visent à renforcer ou à remettre en question les valeurs et normes sociales, ou encore à justifier des réformes politiques, juridiques et institutionnelles. Avec la mobilisation de la rhétorique de «l'abus», ceux que l'on présente comme des «parasites sociaux» ou comme des figures profitant indûment de la générosité collective (les «faux invalides», les «faux requérants d'asile», les sans papier, etc.) sont menacés d'un démantèlement de leurs prestations sociales et/ou d'une extension des mesures de contrôle et de répression de l'Etat social actif. Un problème social ou politique, dont la cause se situe à un niveau structurel, est ainsi transformé en problème moral dont la solution est présentée comme avant tout individuelle.

La dénonciation des «abus» a aussi contribué à déplacer les frontières entre sphère «privée» et espace «public»: de nouvelles lois et stratégies politiques ont ainsi abouti à des intrusions massives de l'Etat dans la sphère privée. Une telle extension des possibilités d'intervention étatique est particulièrement prégnante dans le champ du travail social et des politiques sociales: ainsi, la volonté de lutter contre les «abus de l'aide sociale» a conduit à assouplir les législations relatives à la protection des données afin de favoriser la collaboration entre les autorités, la 5^e révision de l'AI a affaibli le secret médical, etc.

La question de l'abus marque les esprits et les débats dans l'espace public médiatique et politique. Jusqu'ici, les travaux scientifiques sur ce phénomène de l'abus restent relativement rares (à quelques rares exceptions comme un numéro de la revue Carnets de Bord). Ce numéro spécial de la RSTS veut apporter un éclairage analytique sur la problématique de «l'abus» et ses multiples facettes, ainsi que sur les (ré-)actions politiques et sociales qui contribuent à le façonner. Pourquoi certains comportements sont-ils étiquetés comme «abusifs»? La rhétorique de l'abus conduit-elle à une dépolitisation des problèmes sociaux envisagés dès lors comme des problèmes exclusivement moraux? Un usage proprement politique de la notion d'«abus», dans une visée de critique sociale et de transformation structurelle, est-il envisageable?

Ces questions et d'autres tout aussi importantes traversent les contributions ici réunies. Est ainsi proposée une déconstruction de la notion d'«abus», qui met au jour les mécanismes de production de la rhétorique de l'«abus» dans le domaine des politiques sociales. Mais le numéro ne se contente pas de dénoncer les usages moralisants de l'«abus», il s'attache aussi à identifier, notamment dans la contribution d'Emmanuel Renault, les conditions d'un usage plus fécond de la notion d'abus, qui permettrait de nourrir la critique sociale et promouvoir la réforme sociale. Ce numéro de la RSTS apporte ainsi une contribution nécessaire dans le contexte politique actuel.

Dans son texte, Emmanuel Renault s'attache à définir la notion d'«abus» au-delà de son usage rhétorique. Pour lui, le concept d'abus est solidaire d'une dénonciation morale. On a dès lors souvent tendance à interpréter la rhétorique de l'abus comme un instrument de gouvernement par la culpabilité et la stigmatisation (en référence au discours contemporain de disqualification des prestations sociales) ou à la réduire à un facteur de dépolitisation par moralisation. Pour l'auteur, il s'agit au contraire de partir du problème de l'indétermination des règles pour distinguer différentes espèces particulières d'abus. Il s'agit en outre de montrer que la critique des abus fut décisive pour l'émergence de la critique sociale moderne et qu'elle peut remplir aujourd'hui encore des fonctions de politisation et de lutte contre le consentement à l'injustice et à la domination. L'auteur conclut en se demandant s'il faut aller jusqu'à considérer que le néolibéralisme actuel se caractérise par un ensemble de tendances qui appellent spécifiquement une critique en termes d'abus.

La contribution d'Alan Canonica met en lumière la continuité historique des débats sur l'abus dans le cadre de l'assurance-invalidité suisse, qui trouvent leurs racines déjà dans les années '20. Ces premiers débats ont «permis» de retarder l'entrée en vigueur de cette assurance et de réduire le niveau des prestations qu'elle octroie. L'article montre comment, après l'introduction de l'AI en 1960, les accusations d'abus ont essentiellement servi à légitimer les diminutions de prestations. Est aussi mise en évidence la variété des accusations morales qui sont adressées aux prestataires, ainsi que le caractère très extensible et flou de la notion d'«abus» qui peut être servie à de multiples sauces.

L'article d'Emilie Rosenstein se penche également sur le cas de l'AI. Il étudie plus spécifiquement l'impact des débats parlementaires sur l'abus dans le cadre des réformes récentes de l'assurance-invalidité. Il montre comment les discours sur l'abus ont participé à la redéfinition de l'AI et plus généralement ont transformé l'équilibre entre responsabilités collective et individuelle.

L'article analyse d'une part, le contexte d'émergence ainsi que le contenu des discours sur l'abus et d'autre part, les conséquences de la lutte menée contre les abus depuis la 5^e révision de la LAI sur les droits et obligations des assurés.

Selon Jean-Pierre Tabin et Isabelle Probst, l'abus n'est pas un fait, mais découle d'un jugement normatif porté sur un comportement. Plus précisément, il s'agit d'un jugement qui, sur la base de normes dominantes, rend une personne individuellement responsable de la situation qui lui arrive (d'accident, d'incapacité de travail, etc.). Cette attribution de responsabilité participe à masquer les déterminants sociaux qui ont conduit à cette situation. Dans cet article, sont identifiées, sur la base d'une étude du discours expert sur les accidents du travail potentiellement invalidants, les normes que certain·e·s bénéficiaires des assurances sociales sont accusé·e·s de transgresser. L'article démontre comment le discours sur l'abus contribue à naturaliser ces normes et à occulter les rapports sociaux qui les fondent.

Enfin, l'article de Maurizio Coppola et Jacqueline Kalbermatter se penche sur le cas des sans-papier. Il montre que le débat sur l'«abus» est particulièrement prégnant dans ce champ afin de justifier la mise en œuvre de politiques sociales plus répressives. L'article met en opposition les discours dominants sur les sans-papier comme figures «abusives» et le point de vue trop souvent négligé de ces personnes. Sont ainsi soulignés les liens globaux entre la féminisation du travail, le rôle spécifique des femmes sans-papier sur le marché du travail suisse et la précarisation qui se noue à cette intersection entre travail, genre et migration. Sur la base de ces réflexions générales et de 21 entretiens menés avec des femmes sans papier, occupées comme femmes de ménage, l'article montre que le concept d'abus ne permet pas de comprendre adéquatement le lien entre les dimensions structurelles et les pratiques des personnes concernées, il est donc inadéquat pour saisir la réalité des femmes sans-papier en Suisse.

En clôture de ce numéro figurent des indications concernant les publications récentes.

Nous vous souhaitons une bonne lecture.

Jean-Michel Bonvin et Eva Nadai
Editeurs de ce numéro

Liebe Leserin, lieber Leser

«Missbrauch» in all seinen Spielarten eignet sich hervorragend als Objekt politischer Skandalisierung und moralischer Kreuzzüge, mittels deren Werte und Normen bekräftigt bzw. in Frage gestellt, aber auch politische, rechtliche und institutionelle Transformationen eingeleitet und legitimiert werden. «Scheininvalide», «Scheinasylanten», Sans Papiers und weitere Sozialfiguren am Rande der Gesellschaft stehen kollektiv unter Verdacht, als «Sozial-schmarotzer» die kollektive Grosszügigkeit über Gebühr zu strapazieren. Der aktivierende Staat begegnet ihnen mit Leistungsabbau und dem Ausbau von Kontroll- und Zwangsmassnahmen. Soziale und politische Probleme, deren Ursachen struktureller Natur sind, werden so in moralische Probleme verwandelt, deren Lösung dem Individuum obliegt.

Die Anprangerung von Missbrauch hat überdies dazu beigetragen, die Grenzen zwischen «privat» und «öffentlich» zu verschieben und neue Eingriffe des Staates in die Privatsphäre zu ermöglichen. Die Ausdehnung staatlicher Zugriffsmöglichkeiten betrifft ganz besonders das Feld der Sozialen Arbeit und der Sozialpolitik. So wird zum Beispiel zwecks Aufdeckung von «Missbrauch» der Datenschutz bei der Zusammenarbeit zwischen Behörden gelockert oder im Rahmen der 5. IV-Revision das Arztgeheimnis aufgeweicht.

Der Missbrauchstopos bewegt ganz offensichtlich die Gemüter in Öffentlichkeit, Medien und Politik. Die Sozialwissenschaft hat bis anhin jedoch erstaunlich wenige Analysen zu diesem Phänomen hervorgebracht (mit wenigen Ausnahmen, so z. B. einer Nummer der Zeitschrift Carnets de Bord). Dieses Schwerpunktheft der SZfSA möchte die Problematik von «Missbrauch» in ihren vielfältigen Facetten beleuchten sowie die staatlichen und gesellschaftlichen (Re)Aktionen, die dieses Phänomen prägen, analysieren. Unter welchen Umständen wird ein bestimmtes Handeln als «Missbrauch» etikettiert? Inwiefern trägt die Missbrauchsrhetorik zu einer Entpolitisierung sozialer Probleme und zu deren Umdeutung zu einer rein moralischen Frage bei? Ist eine sozialkritische, auf strukturellen Wandel zielende Verwendung des Begriffs denkbar? Diese und weitere wichtige Fragen werden von den hier versammelten Beiträgen aufgeworfen, welche die Missbrauchsrhetorik in verschiedenen sozialpolitischen Feldern dekonstruieren. Das Schwerpunktheft

begnügt sich jedoch nicht damit, den moralisierenden Gebrauch des Missbrauchsbegriffs anzuprangern. Insbesondere Emmanuel Renault strebt mit seinem Text an, die Bedingungen für eine produktivere Verwendung des Begriffs im Rahmen einer auf Sozialreformen zielenden Kritik zu identifizieren. Das Heft leistet damit im aktuellen sozialpolitischen Kontext einen wichtigen Diskussionsbeitrag.

In diesem Text unternimmt Emmanuel Renault den Versuch, den Begriff des Missbrauchs jenseits des gängigen rhetorischen Gebrauchs zu definieren. Für ihn hängt das Konzept mit einer moralischen Anklage zusammen. Deshalb wird die Rhetorik des Missbrauchs oft als ein Regieren durch Schuldzuschreibungen und Stigmatisierung im Kontext gegenwärtiger Sozialabbau-Diskurse interpretiert bzw. auf einen Mechanismus der Depolitisierung durch Moralisierung reduziert. Für den Autor geht es hingegen darum, vom Problem der Unbestimmtheit von Regeln auszugehen, um verschiedene Bestimmungen von Missbrauch zu unterscheiden. Darüber hinaus lässt sich zeigen, dass die Kritik von Missbräuchen ein entscheidendes Element für die Entstehung der modernen Sozialkritik war und dass sie auch heute noch eine politisierende Funktion im Kampf gegen die Akzeptanz von Ungerechtigkeit und Herrschaft erfüllen kann. So wirft der Autor in seinem Fazit die Frage auf, ob der Neoliberalismus, der sich selbst durch Ausbeutungstendenzen auszeichnet, nicht ebenso mithilfe des Missbrauchsbegriffs kritisiert werden muss.

Der Beitrag von Alan Canonica beleuchtet die historische Kontinuität von Missbrauchsdebatten im Kontext der Invalidenversicherung, die bis in die 1920er Jahre zurückreicht. Diese ersten Debatten ermöglichten es, das Inkrafttreten der IV zu verzögern und das Leistungsniveau tief zu halten. Der Aufsatz zeigt, wie nach der Einführung 1960 Missbrauchsvorwürfe im Wesentlichen dazu dienten, Leistungsreduktionen zu legitimieren. Deutlich wird auch das Spektrum der moralischen Anschuldigungen an die LeistungsempfängerInnen und wie die Unschärfe und Dehnbarkeit des Missbrauchsbegriffs verschiedensten Zwecken dienen kann.

Auch der Artikel von Emilie Rosenstein beschäftigt sich mit der IV und zwar mit dem Einfluss von parlamentarischen Missbrauchsdebatten im Kontext der neueren IV-Revisionen. Der Beitrag weist nach, wie der Missbrauchsdiskurs zur Neudefinition der IV beigetragen hat und darüber hinaus das Gleichgewicht zwischen kollektiver und individueller Verantwortung verschoben hat. Die Autorin analysiert zum einen den Entstehungskontext und den Inhalt des Diskurses, zum anderen die Folgen der Missbrauchsbekämpfung seit der 5. IV-Revision in Bezug auf die Rechte und Pflichten der Versicherten.

Nach Jean-Pierre Tabin und Isabelle Probst ist Missbrauch keine Tatsache, sondern Ergebnis eines normativen Urteils über ein Verhalten. Genauer gesagt handelt es sich um ein auf dominanten Normen basierendes Urteil, das dem Individuum die Verantwortung für das zuweist, was ihm von aussen zustösst (Unfall, Arbeitsunfähigkeit usw.). Diese Verantwortungszuweisung verschleiert die sozialen Ursachen für die entsprechende Situation. Auf der Basis von Fokusgruppen mit ExpertInnen zu potenziell invalidisierenden Arbeitsunfällen identifiziert der Beitrag die Normen, deren Verletzung die Bezüger von Sozialversicherungsleistungen beschuldigt werden. Er zeigt, wie der Missbrauchsdiskurs zur Naturalisierung dieser Normen und zur Verschleierung der ihnen zugrundeliegenden sozialen Beziehungen beiträgt.

Schliesslich befasst sich der Artikel von Maurizio Coppola und Jacqueline Kalbermatter mit dem Fall der Sans Papiers. Auch in diesem Feld dient der Missbrauchsdiskurs zur Durchsetzung einer repressiveren Politik. Der Beitrag stellt diesem dominanten Diskurs die in der Regel ausgeblendete Perspektive der Sans Papiers entgegen. Coppola und Kalbermatter arbeiten die globalen Zusammenhänge zwischen der Feminisierung von Arbeit, der spezifischen Funktion von Sans Papiers-Frauen im schweizerischen Arbeitsmarkt und der Prekarisierung im Schnittpunkt von Arbeit, Geschlecht und Migration heraus. Diese theoretischen Überlegungen und eine empirische Studie mit 21 Interviews mit Sans Papiers-Hausarbeiterinnen zeigen, dass der Missbrauchs-begriff die Verbindung von strukturellen Bedingungen und Praktiken der Betroffenen verfehlt, mithin die soziale Realität von Sans Papiers nicht angemessen erfassen kann.

Im letzten Teil dieses Heftes finden sich Hinweise auf Publikationen.

Wir wünschen Ihnen eine anregende Lektüre
Jean-Michel Bonvin und Eva Nadai
Herausgeber dieses Heftes